

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Iran

Avril 2013

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Des parlementaires et des sénateurs belges soutiennent l'appel de Maryam Radjavi pour un « Iran libre et démocratique »

06 Avril

CNRI – La Présidente élue de la Résistance iranienne Maryam Radjavi a appelé la Belgique à apporter son soutien total au renversement du régime despotique en Iran, qui « réprime le peuple iranien et exporte le terrorisme ».

Lors d'un discours au Parlement belge le 27 mars, elle a dit aux parlementaires et aux sénateurs comment l'année dernière, le régime iranien, avec l'aide de ses agents en Irak, avait forcé les membres du camp d'Achraf à partir dans une prison appelée camp Liberty – où ils ont ensuite été attaqués et tués. Les résidents de Liberty doivent à présent être transférés en toute sécurité aux États-Unis ou en Europe ou bien retourner à Achraf qui est plus sûr. Elle a exhorté le Sénat à faire pression pour une action urgente afin d'assurer leur protection.

Remerciant Mme Radjavi, le sénateur Gérard Deprez a tenu à lui affirmer en ouverture : « Nous sommes très impressionnés par votre courage, par votre détermination et nous souhaitons vous apporter notre soutien pour plusieurs raisons. »

Rappelant la diversité politique des parlementaires présents, il a déclaré que « cette réunion a été organisée par le Comité belge des parlementaires pour un Iran démocratique. Nous avons bien sûr des différences entre nous sur le plan de la politique belge, mais nous sommes unis et solidaires pour la défense et la promotion d'un Iran démocratique et libre. »

« Je suis heureux de vous annoncer que de très nombreux membres du Sénat, dont la présidente du Sénat elle-même, ont signé une déclaration en faveur du plan en 10 points de Mme Radjavi pour un Iran démocratique et libre, a-t-il ajouté. Nous croyons que le mouvement qu'elle dirige a la meilleure chance de changer le régime actuel des mollahs et d'établir demain en Iran un régime démocratique. »

Membre de la commission des Affaires étrangères de la Chambre, Patrick Moriau a déclaré à la réunion : « C'est vrai que c'est un combat pour la démocratie, un combat pour l'égalité et un combat pour un ensemble de valeurs qui sont nos valeurs. Je vois dans votre lutte un symbole de la lâcheté et de la politique à plusieurs vitesses de la politique internationale. Car toute cette problématique est née des États-Unis qui n'ont pas respecté leur parole. Quand les Américains se sont retirés d'Irak, on a eu les pires craintes sur Achraf. On avait tous pensé que Liberty serait une solution. Et encore une fois la communauté internationale n'a pas respecté sa parole, Liberty en très peu de temps est devenu un camp de prisonniers, et maintenant on demande à retourner à Achraf. »

Le soutien total à la cause de la paix et de la démocratie en Iran a également été apporté par les parlementaires Els Demol, David Clarinval et Jan Jambon.

Le sénateur Dirk Claes, Président du Comité belge des parlementaires pour un Iran démocratique, a déclaré dans un communiqué publié après la réunion : « En invitant Madame Radjavi en Belgique, nous nous sommes donné une opportunité exceptionnelle de nous instruire de première main sur la situation en Iran.

« Nous avons également appris sur la violation des droits de l'homme en Iran et l'état des résidents du camp d'Achraf et de Liberty.

« Nous continuerons d'insister pour porter cette question à l'attention de la communauté internationale. Nous avons organisé cette réunion pour porter à l'attention de tous la violation des droits de l'homme en Iran, tout comme la situation des résidents des camps d'Achraf et de Liberty, des questions qui sont de hautes priorités politiques. »

<http://www.ncr-iran.org/fr/actualites/87-liberty/11751-des-parlementaires-et-des-senateurs-belges-soutiennent-lappel-de-maryam-radjavi-pour-un-l-iran-libre-et-democratique-r>

Sanction anti-iranienne : la Chine défie encore les USA!

IRIB- C'est le site Bloomberg qui rapporte cette information : un pétrolier géant chinois a jeté l'ancre, le 21 mars, dans le port pétrolier iranien de Khark.

Ce pétrolier a une capacité de transport de 2 millions de barils, et c'est le premier pétrolier chinois à avoir accosté, en Iran, depuis l'entrée en vigueur des sanctions euro-américaines. Interrogé à ce sujet, le porte-parole du ministère chinois des A.E a affirmé que la Chine, en fonction de ses besoins énergétiques, poursuit ses coopérations, très normalement, et en toute transparence avec l'Iran, et qu'elle n'adhèrera pas au régime des sanctions décidées contre l'Iran, suivant les politiques intérieures d'un Etat (Etats Unis).

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/249439-sanction-anti-iranienne-l-inde-d%C3%A9fie-encore-les-usa>

"L'action militaire contre l'Iran est illogique et dangereuse", prévient Moscou

IRIB- Le représentant de la Russie, auprès de l'ONU, a mis en garde l'Occident contre les conséquences dangereuses de l'aventurisme militaire contre l'Iran.

"Tout aventurisme militaire contre l'Iran serait une action illogique et périlleuse", a prévenu Vitaly Churkin. Il a mis en garde, également, contre toute éventuelle attaque américaine contre les installations nucléaires iraniennes. "Nous espérons que le bon sens l'emportera, pour empêcher une éventuelle action militaire américaine contre l'Iran", a-t-il dit. "Le temps existe encore pour une solution diplomatique de la question du nucléaire iranien et toute action militaire pourra perturber le processus des négociations et anéantir toute possibilité de reprise des négociations", a-t-il conclu.

Aucun accord en vue sur le nucléaire iranien

Les discussions entre l'Iran et les puissances internationales sur le programme nucléaire iranien se poursuivent ce samedi au lendemain d'une première journée de négociations conclue sans le moindre rapprochement entre les positions des deux parties.

Ce deuxième cycle de pourparlers de l'année 2013 ne devrait déboucher sur rien d'autre qu'un engagement à poursuivre les discussions.

La réponse de l'Iran vendredi à la proposition formulée en février par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie) et l'Allemagne a laissé ces derniers perplexes. La Russie a jugé qu'elle soulevait davantage de questions qu'elle n'apportait de réponses.

Aucun des participants à ces pourparlers au Kazakhstan n'envisage de renoncer aux efforts diplomatiques, dont l'abandon pourrait inciter Israël à bombarder les installations nucléaires iraniennes. La perspective d'un accord reste toutefois bien lointaine.

"Nous avons eu des échanges substantiels. Mais il reste un gouffre entre les parties. Nous réfléchissons aux moyens de progresser", a dit un diplomate occidental après les cinq heures de discussions de vendredi.

Avant même d'entamer ces pourparlers, les espoirs d'une avancée notable étaient ténus en raison de la perspective de l'élection présidentielle du 14 juin en Iran, qui complique toute prise de décision côté iranien.

Les négociateurs iraniens ont accentué cette impression en refusant d'accepter ou de rejeter la proposition faite en février par le groupe P5+1 d'un allègement des sanctions internationales en échange d'un arrêt des activités nucléaires les plus sensibles de la part de la République islamique.

SANCTIONS

"L'Iran a fourni une réponse aux propositions des six puissances. C'est le genre de réponse qui crée plus de questions (...) Mais cela prouve que les négociations sont sérieuses", a dit le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov.

Ali Bagheri, numéro deux de la délégation iranienne, a pour sa part assuré que son pays avait fourni "une réponse détaillée à toutes les questions".

Alors que le groupe P5+1 demande à l'Iran de cesser d'enrichir l'uranium à 20% en gage de sa bonne foi, Ali Bagheri a déclaré que la République islamique souhaitait savoir quand et comment ses propres revendications seraient examinées avant d'effectuer le moindre geste.

L'Iran, qui dément vouloir se doter d'un arsenal nucléaire, réclame la levée des principales sanctions économiques, notamment celles qui frappent son pétrole et son secteur bancaire, et la reconnaissance de son droit à enrichir de l'uranium.

Les six puissances soulignent pour leur part que ce droit ne saurait être reconnu à l'Iran alors qu'il ne laisse pas les inspecteurs de l'Onu examiner ses installations nucléaires à leur guise.

"Il semble qu'au lieu de se réduire, l'écart entre les deux parties se soit en fait creusé", juge Ali Vaez, spécialiste de l'Iran au sein de l'International Crisis Group.

<http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/reuters-00512194-aucun-accord-en-vue-sur-le-nucleaire-iranien-555749.php>

Nucléaire-Israël demande à nouveau une ligne rouge pour l'Iran

07/04

Le ministre israélien des Affaires stratégiques a demandé dimanche aux grandes puissances de fixer une date limite pour persuader l'Iran de cesser son programme d'enrichissement nucléaire au lendemain de l'échec d'une nouvelle série de négociations avec Téhéran.

Les pourparlers entre l'Iran et les grandes puissances sur le programme nucléaire controversé de Téhéran se sont une nouvelle fois terminés sans avancée notable samedi au Kazakhstan au terme de deux jours de discussions intensives. (voir)

"Les sanctions ne suffisent pas; les discussions ne suffisent pas. Le temps est venu de placer devant les Iraniens une menace militaire ou une forme de ligne rouge, une ligne rouge sans équivoque, de la part du monde entier, des Etats-unis et de l'Occident (...) de façon à obtenir des résultats", a déclaré Yuval Steinitz, le ministre des Affaires stratégiques, à la radio de l'armée.

Ce proche du premier ministre Benjamin Netanyahu estime qu'il faudra agir d'ici "quelques semaines, un mois" si l'Iran ne cesse pas son programme d'enrichissement.

Benjamin Netanyahu avait déjà parlé d'une "ligne rouge", devant l'[Assemblée générale](#) des Nations unies en septembre dernier, qu'il voyait à la mi-2013, mais, en privé, plusieurs responsables israéliens ont affirmé que cette date avait été reportée, peut-être indéfiniment.

GAGNER DU TEMPS

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Chine, France, Royaume-Uni, Etats-unis, Russie) tentent de persuader la république islamique d'abandonner ses activités nucléaires les plus sensibles en matière d'enrichissement, première étape d'un accord plus large.

L'uranium enrichi peut être utilisé pour des réacteurs de centrales nucléaires, but déclaré de l'Iran, ou pour des armes s'il est davantage enrichi.

Dans l'entretien accordé à la radio israélienne, Yuval Steinitz estime que l'Iran utilise les pourparlers avec la communauté internationale pour gagner du temps et continuer parallèlement ses activités lui permettant d'accéder à la bombe.

"Nous avons déjà dit auparavant que la façon dont ces discussions sont menées est un stratagème pour gagner du temps. Tout en parlant, les Iraniens se dirigent en souriant vers la bombe en enrichissant l'uranium. Notre position est très claire sur le sujet. Le monde commence à comprendre", a déclaré le ministre.

"Ce qui se passe en Corée nous démontre à tous (..) l'urgence d'arrêter l'activité nucléaire iranienne", déclare le ministre.

Les menteurs professionnels s'en prennent à Téhéran

vendredi 5 avril **Pepe Escobar**

Oncle Marx n'avait jamais pensé à cela : l'Histoire se répète comme seconde tragédie après d'abord avoir été une farce. Examinons un cas d'espèce.

Obama et Netanyahu : criminels et menteurs...

Tout d'abord, jetez un coup d'œil rapide sur cet article du *Wall Street Journal* daté de septembre 2002, au moment de la course hystérique pour envahir l'Irak.

Titre : [The Case for toppling Saddam](#). Auteur : Benjamin « Bibi » Netanyahu - alors en dehors du gouvernement israélien.

Tout est là : un « dictateur qui est en pleine expansion de son arsenal d'armes biologiques et chimiques » et « qui est fébrilement à vouloir acquérir des armes nucléaires ». C'est bien sûr Saddam qui est l'égal d'Hitler. Tout y est : la représentation d'Israël (de facto une puissance nucléaire) comme victime impuissante de la « terreur » palestinienne, l'affirmation selon laquelle Saddam pourrait produire du combustible nucléaire « dans des centrifugeuses de la taille de machines à laver qui peuvent être cachés dans tout le pays - et l'Irak est un très grand pays », la promotion d'une « frappe préventive et unilatérale », la conclusion inévitable que « rien de moins que le démantèlement de son régime est nécessaire ». Faisons un saut rapide de plus de 10 ans jusqu'à cette semaine en Israël. La scène : une conférence de presse du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu (Bibi) lors de la visite du président américain Barack Obama. Tous ceux qui ont regardé cela en direct sur Al-Jazeera, du Moyen-Orient à l'Asie de l'Est, ont dû penser qu'ils observaient une scène de *Retour vers le futur* - mais franchement, l'acteur Michael J Fox au moins avait du charme.

Mais aucune séduction ici, c'était plutôt un curieux *Retour des morts-vivants* avec costard et cravate.

Bibi et Obama ont tenu à souligner que le lien américano-israélien est « éternel ». En fait, Bibi a préféré souligner que les [inexistantes] armes nucléaires de l'Irak posaient une menace existentielle pour Israël. Il a répété maintes et maintes fois - et Barack Obama a été tout aussi catégorique - qu'Israël a le droit de faire n'importe quoi pour se défendre, et que sa sécurité ne serait sous la responsabilité de personne, pas même Washington.

Obama, pour sa part, a une fois de plus souligné que la politique officielle de Washington envers l'Irak n'était pas le confinement - mais d'empêcher l'Irak d'acquérir l'arme nucléaire. Il a souligné que la « fenêtre d'opportunité » devenait plus étroite, et, bien sûr, que toutes les options étaient sur la table.

La pensée que le président des États-Unis (POTUS - President Of The United-States) ignore volontairement la soupe de lettres de ses propres agences de renseignement à propos de l'Irak, devrait faire lever les sourcils dans un monde sensé. Mais ceci n'a rien à voir avec la réalité, mais plus avec une émission de télé réalité *trash*.

Un rêve de colons

Les pouvoirs en place en Israël - malgré les avalanches de démentis des médias américains infestés de néocons - ont joué un rôle essentiel dans le déclenchement de la guerre en Irak. Ariel Sharon, à l'époque, se vantait que la coordination stratégique entre Israël et les États-Unis avaient atteint « des dimensions sans précédent ».

Bibi n'était qu'un rouage dans dans tout cet engrenage, comme Jim Lobe le détaille [ici](#), citant les perles de Bibi dispensés en 2002 à un Congrès américain désinformé ou même carrément amnésique. Chaque « officiel israélien » à l'époque n'avait de cesse de déclamer que Saddam n'était qu'à quelques mois de posséder l'arme nucléaire. La majeure partie des « informations » sur des armes de destruction massive présentées au Congrès et fidèlement reprises par les médias, a été filtrée si ce n'est pas entièrement fabriquée par les services israéliens du renseignement - ceci est dûment détaillé, entre autres, par Shlomo Brom, dans son étude sur un échec du renseignement, publié par le Centre Jaffee d'études stratégiques de l'Université de Tel-Aviv, en novembre 2003.

Bien sûr, cela n'avait aucune importance que les inspecteurs des Nations Unies n'aient trouvé sur le terrain aucune preuve d'un quelconque programme d'armement nucléaire. Bien sûr, cela n'avait pas d'importance que le beau-fils de Saddam, Hussein Kamel, qui avait fait défection en Jordanie en 1995, ait révélé aux inspecteurs des Nations Unies qu'il n'y avait pas eu la moindre arme de destruction massive depuis 1991.

Maintenant, c'est une double tragédie, en même temps qu'une double farce, et tout va recommencer. Pourtant, même les travailleurs népalais qui construisent les tours étincelantes à Dubaï savent que l'hystérie de Tel Aviv sur la soit-disant « bombe iranienne » est tactique et vise à détourner l'attention de l'implacable confiscation des terres et du nettoyage ethnique rampant en Palestine, et par conséquent de la totale impossibilité aujourd'hui d'une solution à deux États.

[Ici](#), Jonathan Cook résume les détails de la configuration politique franchement effrayante en Israël après les dernières élections. Le site israélien Ynet a rapporté que les colons israéliens n'en peuvent plus de se réjouir de leur tout nouveau cabinet « de rêve ». Traduction : c'est le clou final dans le cercueil du « processus de paix » déjà mort et enterré.

Alors, voici une parabole moderne géopolitique qui aurait intrigué Esope. Bibi insulte publiquement POTUS. Il soutient sans vergogne Mitt Romney (c'est qui, celui-là ?) lors des élections présidentielles américaines. Il démolit le « processus de paix » avec un barrage de feu d'enfer « de faits établis sur le terrain » (avec pour les Palestiniens « les dommages collatéraux »). Il s'en tient à son seul et unique message : bombardez, bombardez, bombardez l'Iran. Et voici POTUS, en théorie le tout puissant Obama, avec son permis de tuer (toute une liste) mais qui se comporte comme un touriste de passage, et qui atterrit en Israël pour se prélasser dans la gloire de Bibi, avec sous le coude, sa liste de gens à assassiner.

Pas étonnant que la foule des enragés néocons israéliens et américains se gargarisent d'appels à bombarder l'Iran. Depuis plus de 10 ans, leur slogan est : « les vrais hommes foncent sur Téhéran ». La question est maintenant de savoir si POTUS aura quelque chose dans le pantalon qui lui permette de les regarder de haut..

* **Pepe Escobar** est l'auteur de *Globalistan : How the Globalized World is Dissolving into Liquid War* (Nimble Books, 2007) et *Red Zone Blues : a snapshot of Baghdad during the surge*. Son dernier livre vient de sortir ; il a pour titre : *Obama does Globalistan* (Nimble Books, 2009).

2& mars 2013 - Asia Times - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.atimes.com/atimes/Middle...>

[Traduction : Info-Palestine.eu](#)

Les raisons-prétextes de l'Occident

Iran, la destruction nécessaire

Par François Belliot

Au moment où se déroule la visite historique de Barack Obama en Israël, il convient de jeter un regard lucide sur les forces qui poussent, non seulement l'Etat hébreu mais l'ensemble du système occidental, à vouloir déclencher une guerre contre l'Iran. François Belliot nous propose son compte rendu de lecture de l'essai *Iran, la destruction nécessaire* où l'analyste international Jean-Michel Vernochet passe en revue les griefs-prétextes et surtout les ambitions de l'Occident, à la lumière des événements qui ont marqué l'histoire récente.

Réseau Voltaire | Paris (France) | 21 mars 2013

Depuis 1979 et la Révolution islamique, l'Iran se trouve dans une situation géopolitique inconfortable. Mis au ban des nations par les Occidentaux, saigné par une guerre de 8 ans avec l'Irak soutenu de l'extérieur, mis dans l'Axe du mal par les néoconservateurs sous George W. Bush, asphyxié par des sanctions économiques et des embargos, infiltré et déstabilisé par des services de renseignements étrangers, allié à la Syrie et au Hezbollah, accusé de vouloir « rayer Israël de la carte », depuis plus d'un demi siècle l'Iran lutte pour préserver son indépendance dans des conditions périlleuses. Alors que l'Iran, aux yeux de certains, semble avoir passé les années les plus délicates, Jean-Michel Vernochet, dans cet essai de prospective d'une centaine de pages, expose la thèse que la destruction de l'Iran, à court ou moyen terme, est inéluctable. C'est le sens du titre de l'ouvrage : *Iran, la destruction nécessaire*.

L'auteur avance et développe des faits et des arguments à l'appui de cette prédiction, qu'il conclut à chaque fois d'une courte phrase en forme de leitmotiv : « *C'est pourquoi l'Iran sera détruit* ».

Les fausses raisons de l'animosité du système envers l'Iran

Les raisons de la destruction de l'Iran, selon l'auteur, ne sont pas celles avancées dans les grands médias commerciaux. Ce n'est pas le fait que ce serait un Etat théocratique, anachronique à l'ère de la démocratie triomphante : « *Après tout l'Amérique n'est-elle pas elle-même une sorte de théocratie parlementaire dont la fière devise "In God we trust" figure au frontispice de son fétiche, le dieu dollar ? L'Etat d'Israël également n'est-il pas pareillement une théocratie déguisée puisque la Torah, la bible hébraïque, lui tient lieu de Constitution et représente l'une des sources du code civil israélien ?* » (p 14). Ce n'est pas parce que la femme y est maltraitée : « *Dans cette République islamique si souvent décriée, les jeunes femmes apparaissent comme tout aussi émancipées et modernes que leurs consœurs turques des grandes métropoles peuvent l'être* ». Ce n'est pas pour sa pratique de la peine de mort : cet « *acte qualifié de barbare* » est en effet « *toujours en vigueur dans une majorité d'Etats [qui font partie des Etats-Unis]* ». Ce n'est pas parce que l'Iran aurait décidé de « rayer Israël de la carte » : jamais un tel projet n'a été formulé, c'est une déformation d'un propos du président Ahmadinejad, qui a été martelée par la suite par les grands médias occidentaux. Ce n'est pas parce qu'il envisagerait de se doter de l'arme atomique : Israël en est illégalement équipé sans que quiconque s'en émeuve, et l'Iran serait instantanément détruit si lui venait l'idée funeste d'y recourir.

Les vrais arguments, pour Jean-Michel Vernochet, sont les suivants :

1. L'Iran est un État-nation indépendant : ce qui est visé, « *c'est l'Etat-nation, modèle et concept auquel la démocratie universelle, participative et décentralisée, a déclaré une lutte sans merci depuis 1945. La Nation est en effet, depuis la Seconde Guerre mondiale, accusée de tous les maux, à commencer par le premier d'entre eux : la guerre.* » (p 31).

2. Doué d'un État plus indépendant que d'autres, l'Iran n'a pas encore été pénétré par les courants du néolibéralisme ni par l'ingérence des multinationales : « *l'idée même de "Nation" est contradictoire avec celle de "libre-échange" pour laquelle portes et fenêtres doivent disparaître.* » (p 36) Or le libre-échange et la prééminence du capitalisme financier sur les cadres étatiques est l'idée dominante depuis au moins 40 ans : « *Les années 1970 marquent un tournant dans l'histoire du capitalisme, avec sa transmutation en capitalisme financier qui se débarrasse progressivement – mais rapidement, et c'est pourquoi il faut parler de mutation –, au cours des 4 décennies suivantes, de toute contrainte légale. Ceci en application des thèses de l'anarchocapitalisme développées par l'école de Chicago, elle-même fondée par le Nobel Milton Friedmann.* » (p 43).

3. L'Iran possède de très importantes ressources de gaz, et le contrôle de cette ressource constituera un enjeu majeur au XXIème siècle : après l'épuisement du pétrole, « *ce sont les ressources gazières qui prendront le relais et qui deviendront l'enjeu majeur des luttes et des guerres pour le contrôle de son extraction, de son exploitation, de son transport, de sa transformation, et de sa commercialisation. L'Iran, troisième détenteur des réserves prouvées, et la Méditerranée orientale, vont donc devenir, à ce titre, des pôles de convoitise et d'affrontement entre des puissances et des blocs géopolitiques aux intérêts divergents et rivaux* » (p 54).

4. Même si cela peut apparaître impossible car trop inhumain, les États-Unis (qui sont la puissance dominante d'aujourd'hui et pour qui la destruction et le morcellement des États-nations sont l'une des garanties de la continuation de leur hégémonie au XXIème siècle), l'histoire montre qu'ils sont en permanence mus par cette vision. L'auteur rappelle que si au cours de ses 236 années d'existence, les

Etats-Unis prétendent avoir partout défendu la démocratie, « *ce fut au prix de quelques 160 guerres extérieures avant 1940, pour la plupart d'ingérence, d'annexion, ou d'expansion.* » Pour atteindre leurs objectifs, les États-Unis sont capables de recourir aux moyens les plus discutables, et à sacrifier des millions d'innocents, comme en Irak : « *Notons que l'option militaire et les "human casualties" qui en résultent (1,3 million de victimes irakiennes (...)) ne sont que rarement l'objet d'états d'âme. Pour les promoteurs de ce type de guerre, la pédagogie de la "Liberté" n'a pas de prix. Madeleine Albright, alors secrétaire d'Etat, est créditée de ce mot historique relatif aux enfants d'Irak victimes de l'embargo de 1990/2003 : "C'est le prix à payer" » (p. 58).*

Pour toutes ces raisons, selon l'auteur, l'Iran sera nécessairement détruit.

POUR LIRE LA SUITE DE CET ARTICLE CLIQUEZ SUR LE LIEN SUIVANT

<http://www.voltairenet.org/article177936.html>

IRAN: LE TRAITE SUR LE COMMERCE DES ARMES COMPORTE DES LACUNES GRAVES

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=86&frid=86&eid=105029>

Le représentant adjoint de l'Iran à l'Onu Gholam Hossein Dehghani a critiqué le traité sur le commerce des armes qui vient d'être adopté pour " les lacunes qu'il comporte" et l'a accusé "de favoriser les pays fabricants".

" La république islamique d'Iran a activement pris part aux débats . Elle a souhaité un traité qui provoquerait un consensus aussi large que possible mais les pressions exercées par les puissances internationales ont précipité l'adoption de ce traité , truffé de contradictions et de lacunes", a dit Gholam Hossein Dehghani.

Et de poursuivre: " c'est un traité qui ne prend en compte que les intérêts des pays exportateurs d'armes et qui ignorent les intérêts et les droits des pays acheteurs. C'est un texte politique et sujet à des abus" .

Le haut-diplomate iranien a souligné que " l'un des objectifs de l'Onu consiste à bloquer la voie à toute agression mais en dépit de l'exigence légitime de beaucoup de pays en ce sens, le traité en question n'interdit guère le transfert et la vente des armes conventionnelles aux agresseurs et aux occupants sans compter les miliciens qui sévissent dans la région du Moyen Orient"!

Et de regretter: " Une des lacunes de ce traité concerne le transfert d'armements et de munitions entre les pays alliés militairement . Or, cette faille bénéficie aux Etats Unis et à leur allié israélien" Dehghani a conclu que " beaucoup de flou entoure des notions incluses dans le traité . C'est la première fois qu'un traité d'une si vaste portée est adopté avec hâte et sans que soient au préalable discutées ses multiples clauses"!

Rappelons qu'un premier traité sur le commerce des armes «classiques» a été adopté par l'Assemblée générale de l'ONU Mardi. L'abstention des grands pays émergents réduit toutefois la portée de l'accord survenu.

Avec 154 voix pour, trois contre et 23 abstentions, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté, hier, mardi 2 avril le premier traité sur le commerce des armes dites « classiques ». Pour les organisations non gouvernementales qui militent depuis quinze ans pour un meilleur contrôle du trafic d'armes dans le monde, c'était « un jour historique ». La société civile réclamait en effet à cor et à cri la régulation de ce marché sensible dont le montant global s'élève à 700 milliards de dollars par an et qui représente un risque grave pour les civils victimes de transferts irresponsables d'armes, en particulier dans les zones de conflit.

L'objectif de ce traité est d'obliger chaque pays à évaluer, avant toute transaction, si les armes vendues risquent d'être utilisées pour contourner un embargo international, pour commettre un génocide et d'autres exactions contre la population civile, ou être détournées au profit des terroristes ou des criminels. Les armements couverts vont du pistolet aux avions et navires de guerre en passant par les missiles.

Une majorité de deux tiers

C'est suite à une campagne active des ONG que les Nations unies ont organisé en juillet 2012 une

première conférence visant à réguler le commerce des armes, sans que pour autant celle-ci débouche sur un accord global. De nouvelles négociations se sont depuis ouvertes sous l'égide des Nations unies au mois de mars, mais les 193 membres de l'organisation interétatique ont dû se séparer sur un constat d'échec au bout de dix jours de tractations, à New York. Notamment trois pays, la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie, opposés au traité, ont fait capoter le projet d'accord. Pour contourner le blocage, une centaine de pays dont les Occidentaux, soutenus par des pays africains et latino-américains, ont soumis le texte au vote de l'Assemblée générale où seule une majorité des deux tiers suffit pour que l'accord soit adopté. Il a recueilli sans problème le nombre de voix requis, voire plus, mais doit être maintenant ratifié par les Parlements d'au moins 50 pays avant d'entrer en vigueur. Selon toute vraisemblance, cette procédure sera achevée en l'espace de deux ans.

Portée réduite

Politiquement, l'adoption d'un texte par l'Assemblée générale des Nations unies est moins forte qu'un vote par consensus des Etats membres. Plus inquiétant encore, outre les trois pays contestataires, plusieurs des acteurs importants du marché des armes se sont abstenus. Parmi les vingt-trois abstentionnistes au vote figurent quelques-uns des principaux exportateurs d'armes, notamment la Russie et la Chine, mais aussi des acheteurs majeurs tels que l'Inde, l'Indonésie ou l'Egypte. Le désistement de ces grands pays atténue considérablement la portée de l'accord que la société civile occidentale présente comme une grande avancée « historique ».

La Russie a justifié son abstention en pointant du doigt un certain nombre de lacunes dans le texte du traité, dont l'absence de contrôle spécifique des livraisons d'armes aux armées rebelles comme en Tchétchénie ou en Syrie. Moscou rejoint ainsi les critiques formulées par son allié syrien qui a déploré que le texte ne fasse pas référence explicitement aux « acteurs non étatiques ».

Quant à l'Inde qui s'est hissée au rang des principaux importateurs d'armes dans le monde, elle a qualifié de « déséquilibré » ce traité qui privilégie les exportateurs au détriment des importateurs et permet aux premiers d'annuler unilatéralement des contrats de livraison d'armes sur la base de soupçons souvent invérifiables. Par ailleurs, New Delhi qui a été victime d'attaques terroristes déplore, tout comme Moscou et Damas, que la recommandation de ne pas livrer des armes aux acteurs non-étatiques ne figure pas dans le corps du traité mais dans le préambule dont les stipulations n'engagent aucunement les signataires.

La Chine a justifié son abstention par l'absence de consensus au sein de l'Assemblée générale, malgré la majorité écrasante en faveur du texte.

"La Chine est toujours en faveur de la négociation par le consensus pour parvenir à un traité acceptable par tous", a expliqué le porte-parole de la diplomatie chinoise, Hong Lei.

Enfin, les Etats-Unis qui ont obtenu que les munitions bénéficient de contrôles moins complets, ont, certes, voté en faveur de la résolution ouvrant le traité à la signature. Mais ce vote ne préjuge en rien la position du Congrès américain, lorsque son tour viendra, de ratifier l'accord international.

Dans ces conditions, il est sans doute raisonnable de penser que pour « historique » qu'elle soit, l'adoption du traité sur le commerce des armes par l'Assemblée générale de l'ONU n'est que la première étape d'un long processus de moralisation de la vente d'armes dans le monde.

Course aux armements dans le Golfe

[Mohssen Massarrat](#) [محسن مسرت](#)

Traduit par [Michèle Mialane](#)

Le gouvernement allemand ignore que les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite sont le ferment de guerres futures.

Angela Merkel und Thomas de Maizière ne se lassent pas de justifier les considérables exportations d'armes en direction de l'Arabie saoudite et autres États du Golfe : il s'agirait par là de contribuer à la stabilité du Moyen-Orient, car l'Arabie saoudite serait en définitive un facteur de stabilité. Cet argument marche bien, car l'opinion publique occidentale croit de toute façon depuis longtemps que l'Iran menace non seulement Israël, mais aussi ses voisins. Un contrepoids à la puissance militaire iranienne - en l'occurrence des blindés allemands type Léopard 2 et des frégates militaires ainsi que des Jets F-15 US-américains contribueraient donc à la stabilité régionale. Cette vision apparemment logique a malheureusement un petit défaut soigneusement dissimulé. Car cet équilibre militaire cache une course aux armements qui en guise de stabilité pourrait bien engendrer la guerre. Dans les années 80, la guerre Iran-Irak, qui a duré huit ans et fait un million de victimes, dont 300 000 morts, et des dommages de guerre s'élevant à plusieurs centaines de milliards de dollars des deux côtés, a été précédée par une gigantesque course aux armements. Que dans le contexte actuel la Chancelière allemande et son Ministre de la défense veuillent bien s'en souvenir.

À l'époque les USA pourvoyaient le Shah d'Iran des armements dernier cri, tandis que l'Union soviétique livrait à Saddam Hussein un important arsenal, pour opposer à la domination des vassaux des USA au Moyen-Orient un contrepoids militaire. Certes la guerre froide est terminée, mais l'histoire semble se répéter, même si les rôles sont inversés. La Russie fournit à l'Iran les armes que celui-ci ne peut fabriquer lui-même, tandis que l'Occident arme massivement l'Arabie saoudite et autres États du Golfe, sous prétexte de contenir la domination régionale iranienne par un contrepoids militaire et de stabiliser ainsi la région. Nos hommes et femmes politiques n'ont de toute évidence rien appris de l'histoire et ignorent les conséquences dévastatrices des exportations d'armes en direction du Moyen-Orient, qui remontent à moins de quarante ans. Outre les victimes humaines et la destruction de la nature, la guerre irano-irakienne a marqué le début d'une ère de nouvelles guerres, course aux armements et conflits qui dure toujours.

La mainmise rampante des Gardiens de la révolution sur l'économie et la politique de la République islamique d'Iran et l'actuel conflit autour du programme nucléaire iranien sont une conséquence directe de cette guerre, dont tous les fournisseurs d'armement, Allemagne incluse, sont coresponsables. Le traumatisme consécutif à l'emploi par Saddam Hussein, au cours de guerre Iran-Irak, d'armes chimiques allemandes, qui ont fait des dizaines de milliers de victimes, est l'une des causes principales de la décision de Téhéran en faveur d'un programme nucléaire. Les hommes et femmes politiques allemands ont-ils déjà oublié cette guerre et ne voient-ils pas que la poursuite des exportations d'armes en direction du Moyen-Orient est justement sur le point de verser de l'huile sur le feu et de favoriser l'éclatement d'une nouvelle guerre ?

De fait, sous nos yeux, une nouvelle course aux armements a commencé dans la région. L'option militaire contre les installations nucléaires iraniennes a provoqué de la part de la République islamique une course massive aux armements terrestres, aériens et navals, qu'à leur tour les États du Golfe perçoivent comme une menace - à la grande joie du complexe militaro-industriel aux USA et en UE. Les USA ont ainsi conclu en 2012 avec l'Arabie saoudite un deal à hauteur de 60 milliards de dollars US. Il comportait 84 avions de combat F-15, la modernisation de 70 appareils du même type et 70 hélicoptères de combat Apache. L'Arabie saoudite projette de devenir, avec 400 jets de combat et 18 000 soldats, la première puissance militaire aérienne du Golfe arabo-persique. Les autres monarchies du Golfe, surtout les émirats arabes (Qatar, Koweït et sultanat d'Oman) ont participé avec enthousiasme à cette course aux armements en effectuant les plus importantes importations d'armes de leur histoire. La foire aux armements organisée récemment à Abou Dhabi est l'une des plus grandes du monde.

Le gouvernement allemand ne devrait-il pas voir un signal d'alarme très clair dans la coïncidence entre ce réarmement des États arabes sunnites du Golfe et la demande faite par les « néocons » US-américains d'une intervention militaire contre l'Iran chiite ? En tout cas on ne peut pas ignorer que les attentats quasi-hebdomadaires d'Al Qaida contre les chiïtes irakiens et pakistanais excitent la haine entre les sunnites et les chiïtes. Le gouvernement allemand trouve-t-il sans importance que l'Arabie saoudite et les autres émirats du Golfe - tous des dictatures - œuvrent dans le même sens que l'industrie pétrolière, le complexe militaro-industriel et les néocons états-unis et constituent depuis longtemps une axe efficace de recyclage des pétrodollars dans l'achat d'armement ? En tout cas cette alliance invisible pourrait être à même de faire

échouer la politique iranienne plus modérée d'Obama et entraîner les USA dans une nouvelle guerre. Et le gouvernement allemand a-t-il réfléchi aux motifs qui poussent les monarchies pétrolières à vouloir acquérir des blindés Léopard 2 et des navires de guerre ? Il serait en tout cas bien naïf d'imaginer que leur goût pour l'excellent travail allemand est la seule raison de ces achats d'armement. Serait-il possible que toutes ces armes allemandes servent à impliquer la RFA dans une guerre à venir ? Du moins les deux côtés sont-ils d'ores et déjà engagés militairement dans le conflit syrien.

<http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=9478>

NDLR:LA PUBLICATION DES ARTICLES OU ANALYSES NE SIGNIFIE NULLEMENT QUE LA REDACTION PARTAGE LES ANALYSES OU POINTS DE VUE DES AUTEURS MAIS DOIT ETRE VU COMME INFORMATION

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. " *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*